

6 Économie

Atelier sous-régional de suivi des recommandations et des engagements de la Conférence sur la nutrition à Rome

Inverser la tendance de la sous-alimentation en Afrique centrale

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE Premier ministre Daniel Ona Ondo, au nom du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), a ouvert hier à Libreville la rencontre sous-régionale de suivi et de mise en œuvre des recommandations et des engagements de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui s'est tenue en novembre 2014 à Rome en Italie. Au cours de cette réunion, plusieurs recommandations (60 au total) ont été adoptées, parmi lesquelles, le renforcement de l'adoption alimentaire et la transformation des aliments sur le plan local, la mise en place des politiques, des programmes et des services visant à améliorer la résilience de l'approvisionnement alimentaire dans les zones



Photo : W.N

L'atelier a été ouvert hier par le Premier ministre, Pr Daniel Ona Ondo, ici en compagnie de quelques membres du gouvernement.

exposées aux crises, l'encouragement à la réduction progressive des matières grasses saturées, du sucre, du sel et des acides gras, la mise en œuvre des interventions d'éducation nutritionnelle fondée sur les

directives nationales relatives aux régimes alimentaires... Selon les chiffres, la population sous-alimentée d'Afrique centrale va passer de 24,2 millions (1990-1992) à 58,9 millions entre

2014 et 2016, soit une augmentation de 143,7%. Et ce, malgré le fait que la sous-région recèle le plus grand potentiel agricole du continent. C'est donc pour faire le point du suivi des recommandations de Rome

et inverser la tendance de la sous-alimentation dans la sous-région que se tient la rencontre de Libreville. « Comme vous le savez, la nutrition présente un intérêt au-delà de la réduction de la pauvreté et de l'élimination de la faim. Elle contribue au renforcement des mécanismes et instruments de développement tels que les stratégies de croissance économique, la réforme du secteur de la santé, l'amélioration de la gouvernance et les droits de l'homme. Il est donc indispensable, pour éradiquer la faim, d'obtenir un engagement politique soutenu au plus haut niveau. Cela suppose que l'on mette la sécurité alimentaire et la nutrition au premier rang des préoccupations politiques », a indiqué Daniel Ona Ondo, au cours de son allocution d'ouverture. Pour sa part, Dan Rugabira, coordonnateur sous-régional de la FAO en Afrique centrale, a insisté sur le fait qu'il faut une adéquation

entre le potentiel agricole sous-régional et la transformation des produits agricoles « afin qu'ils impactent sur la situation nutritionnelle de nos populations. » Au nom de la FAO, de l'UNICEF et de l'OMS, le Pr Ki-Zerbo a insisté à ce que les pays de la sous-région travaillent la main dans la main pour éliminer toutes les formes de malnutrition et leurs conséquences, dont l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. La secrétaire générale adjointe de la CEEAC, Clotilde Nizigama a, quant à lui, axé son allocution sur la mise en œuvre de la politique agricole commune, avec notamment l'élaboration des programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle... Les travaux en atelier qui ont suivi les différentes allocutions s'achèvent demain.

Agriculture

Prodiag : un des maillons de la production végétale



Photo : Anita Jordanah Tsoumba

Vue du site de Moundaji 1.



Photo : Anita Jordanah Tsoumba

Visite des membres du comité de pilotage du Prodiag sur les périmètres vivriers de l'Estuaire.

I.M'B.
Libreville / Gabon

Le Programme de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag) participe à la consolidation de la production agricole au Gabon. Retour sur un projet qui fait son chemin.

AVEC l'installation prochaine d'un périmètre pas-

toral à Lastoursville, dans l'Ogooué-Lolo, à Angone à Oyem, dans le Woleu-Ntem (avec dix bâtiments) et à Akok dans l'Estuaire, sans compter l'aménagement des sites dans le Haut-Ogooué et à Mboukou dans la Ngounié (en partenariat avec l'entreprise Olam), le Programme de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag) se déploie presque partout dans le pays, pour dynamiser un secteur qui s'annonce prometteur. Financé par le gouverne-

ment gabonais, avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD), le Prodiag, qui a pris la suite du Projet d'appui au développement de l'agriculture périurbaine (Padap), s'est donné pour objectif, sur la période 2011-2016, de structurer le secteur agricole « afin d'en faire un moteur de développement de l'économie gabonaise. » Ses champs d'intervention sont: les productions vivrière, maraîchère, le petit élevage et la transforma-

tion agroalimentaire. En outre, l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad) a aussi mis en place « un dispositif de conseil en gestion d'exploitation et de suivi technico-économique. Il mène ainsi des activités d'appui aux exploitants indépendants. » Si bon nombre de sites de l'Igad sont abandonnés, que ce soit à Tchibanga, à Moabi ou à Mourindi, dans la Ngounié, près de « 158 exploitations ont été aménagées au profit de 228 jeunes exploitants. Elles en-

globent l'élevage des poules pondeuses, les activités de maraîchage, la transformation du manioc ou les cultures vivrières. » L'Igad, qui s'apprête à célébrer son vingt-troisième anniversaire, prend ainsi toute sa part dans la dynamisation actuelle de la politique agricole du pays, conformément au Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Depuis quelques années, on assiste à un développement des zones de production en périphérie des centres ur-

bains et le long des principaux axes routiers, tournées essentiellement vers la commercialisation. Pour mettre un terme à l'agriculture itinérante, l'Igad, chargé de la mise en œuvre du Prodiag, promeut une agriculture basée sur des systèmes sédentaires intégrant une gestion durable de la ressource sol. Les premiers bénéficiaires sont, entre autres, la limitation de l'environnement et le respect de l'environnement.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 29/09/2015				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
CHANGEMENTS SiteWeb : http://www.ugb-banque.com	FIXING			DEV		en date du			
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA			
	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
	USD	1,1204	1USD =	585,467	1 USD	621,483	CAC 40	29/09/2015	4369,28
	CAD	1,5000	1CAD =	437,305	1 CAD	460,724	DOW JONES	29/09/2015	16001,89
	JPY	134,3800	1JPY =	4,881	100 JPY	507,602			
	GBP	0,7391	1GBP =	887,508	1 GBP	924,433			
	CHF	1,0901	1CHF =	601,740	100 CHF	63009,24			
	ZAR	15,5812	1ZAR =	42,099	100 ZAR	4377,81			
	MAD	10,8909	1MAD =	60,230	1MAD	62,63			
CNY	7,1316	1CNY =	91,979	1CNY	94,74				
						BRENT (IPE) US Dollars/Baril 29 Septembre : 48,15			